

Réconcilier éducation et offre de travail

Intervention d'Olivier Klein
aux Rencontres Economiques d'Aix-en-Provence 2015

Dans une économie mondialisée, fondée sur la connaissance et confrontée à une révolution technologique, l'Europe a besoin d'une main-d'œuvre qualifiée pour rester compétitive en matière de productivité, de qualité et d'innovation.

L'éducation et la formation contribuent de manière essentielle au progrès économique et social. En outre l'adaptation des compétences aux besoins du marché du travail joue un rôle clé.

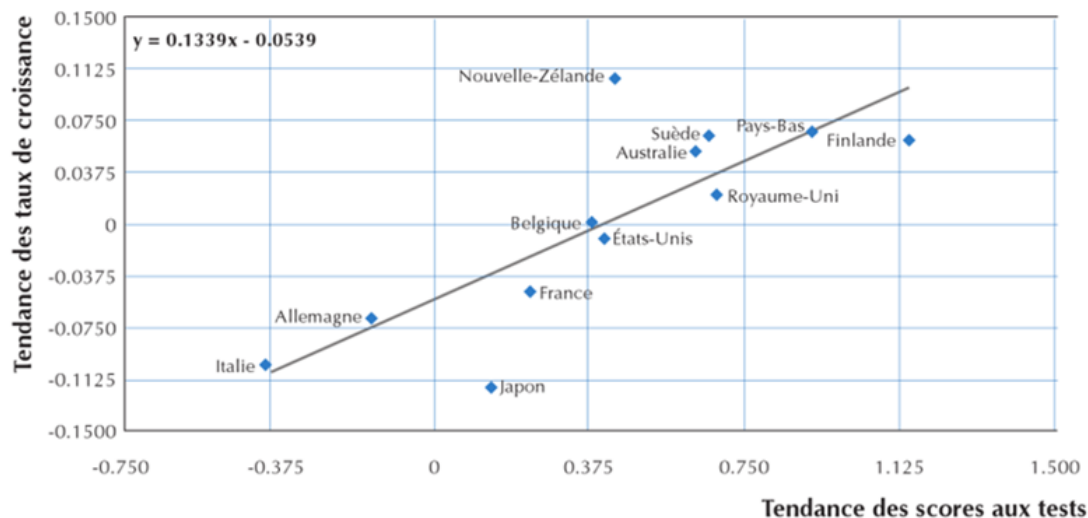
Toutes les études convergent pour souligner d'une part la corrélation entre la qualité de l'éducation et la croissance. Et d'autre part entre la mobilité sociale et la croissance. Or, la mobilité sociale est elle-même conditionnée par l'efficacité de l'éducation. Les comparaisons internationales placent la France en mauvaise situation sur ces critères.

L'analyse macro-économique permet de mettre en évidence les liens entre éducation/formation et croissance/emploi. Des liens qui se renforcent à mesure que notre économie se mondialise et se numérise.

1. La forte corrélation entre qualité de l'éducation et croissance

Il existe une très forte corrélation entre qualité de l'éducation et croissance, et donc entre qualité de l'éducation et emplois/offres de travail.

Tendance des performances éducatives et tendance des taux de croissance économique



La France, dans les enquêtes PISA (comparaisons internationales des performances éducatives), n'est pas bien placée et recule. Elle se situait à la 13^{ème} place en 2000 et à la 25^{ème} en 2012. En France, plus de 20 % des élèves en 6^{ème} ne maîtrisent pas les savoirs fondamentaux. Chaque année, plus de 150.000 jeunes (soit 20 % de chaque classe d'âge) sortent du système scolaire sans diplôme. Cela conduit à un coût significatif en termes de croissance.

La défaillance de notre système scolaire n'est pas compensée par la formation professionnelle pour adultes qui bénéficie essentiellement aux qualifiés et délivre bien peu de diplômes.

En France, 32 % de nos travailleurs sont sous-qualifiés au regard de leur emploi. Un triste record européen dû en grande partie à nos systèmes d'éducation et de formation professionnelle des adultes.

La récente étude de France Stratégie et la Dares sur les métiers en 2022 montre à quel point l'industrie française, comme le secteur du bâtiment, peine à trouver les qualifications techniques dont elle a besoin.

2. Une corrélation positive entre mobilité sociale et croissance

Une faible mobilité sociale est tout autant le signe d'un problème d'égalité des chances qu'un frein à la productivité et à la croissance économique, dans une économie tirée par l'innovation et freinée par les rentes.

Or, en France, l'inégalité des chances est forte, et elle s'aggrave. Notre pays ne donne pas les mêmes chances de réussite à tous ses élèves. Depuis 2002, le poids de l'origine sociale sur les performances des élèves de 15 ans a augmenté de 33 %. L'enquête PISA, publiée en décembre 2013, a évalué le niveau scolaire des élèves âgés de 15 ans dans les 34 pays de l'OCDE. Les résultats montrent que la France est le pays européen le plus affecté par le déterminisme social.

Le poids de l'origine sociale sur les performances des élèves est ainsi plus fort en France que dans tous les pays de l'OCDE : 1,7 fois plus élevé qu'en Finlande, 1,4 fois qu'au Royaume-Uni, 1,3 fois qu'en Allemagne.

Aujourd'hui, on évalue à 20 % la proportion d'élèves en difficulté. Les élèves issus d'un milieu socio-économique défavorisé n'ont pas seulement des résultats nettement inférieurs, ils sont aussi moins impliqués, moins attachés à leur école, moins persévérants et beaucoup plus anxieux que ceux issus d'un milieu socio-économique plus favorisé. De plus, cet écart est nettement plus marqué en France par rapport à la moyenne des pays de l'OCDE, ce qui met en évidence l'échec des politiques éducatives pour supporter les établissements difficiles.

Enfin, les élèves issus de l'immigration (c'est-à-dire nés à l'étranger ou nés en France mais dont les parents sont nés à l'étranger) sont nettement plus susceptibles en France (2,3 fois contre 1,7 pour la moyenne des pays de l'OCDE) de compter parmi les élèves en difficulté dans PISA 2012. Même après contrôle du milieu socio-économique, ils accusent des scores en mathématiques inférieurs de 37 points à ceux des élèves autochtones (contre un écart de 21 points, en moyenne, dans les pays de l'OCDE).

Taux de corrélation entre milieu socio-économique et résultats du PISA

	2012	2003
France	22,5 %	19,6 %
Allemagne	16,9 %	22,8 %
OCDE	14,6 %	14,8 %

La France se situe dans le peloton de queue avec des pays comme l'Uruguay, le Chili, la Bulgarie, la Hongrie, le Pérou et la Tchéquie.

Focus : % des élèves issus des milieux socio-économiques difficiles qui atteignent un score dans les

25 % meilleurs :

France : 4,9 %

Allemagne : 7 %

OCDE : 6,1 %

La France ne remplit pas les conditions pour doper sa croissance.

3. L'efficacité de l'éducation est au cœur de la question de l'emploi

Se dégagent différents critères communs aux pays dont le couple éducation/emploi fonctionne le mieux. Tous disposent d'un système très développé de lutte contre l'échec scolaire dans le primaire et attachent de l'importance à la qualité des enseignants.

L'enquête PISA apporte un nouvel éclairage sur cette question en analysant, sous l'angle de la comparaison internationale, l'ampleur de la relation entre la performance des élèves et l'existence de systèmes de rémunération fondée sur la performance. À l'heure actuelle, environ la moitié des pays de l'OCDE récompensent la performance des enseignants selon différentes modalités. Par exemple, en République tchèque, en Angleterre, au Mexique, aux Pays-Bas, en Suède et en Turquie, la performance remarquable (ou non) des enseignants est l'un des critères retenus pour déterminer leur position sur le barème salarial de base.

Au-delà de la rémunération, les pays les mieux classés offrent à leurs enseignants plus de responsabilités, d'autonomie, de formation continue et les évaluent de façon régulière.

Autres critères communs, une bonne articulation entre les différents niveaux de pouvoir, école, mairie, région, Etat et un système universitaire efficient. Les pays qui réussissent ont adopté des systèmes qui évitent de spécialiser trop tôt les étudiants durant leur cursus. De même, ils offrent plus d'informations sur les contenus et la qualité des cours, grâce à l'évaluation régulière des enseignements et des professeurs.

On note par ailleurs une concurrence et une complémentarité entre les différentes universités. Des passerelles sont facilitées entre les différents types de formation et la recherche-développement est valorisée par le biais de pôles d'excellence et de compétitivité pour faciliter l'articulation entre la recherche, l'enseignement et le privé.

Des filières professionnelles sont valorisées grâce à la généralisation de l'apprentissage. Enfin, une formation professionnelle efficace permet à chacun d'améliorer sa valeur ajoutée, ses compétences, tout au long de sa vie. Cela permet aussi de changer d'emploi et faire face aux changements technologiques et aux évolutions des entreprises.

Conclusion

« Dieu se rit de ceux qui déplorent les effets dont ils chérissent les causes » Bossuet

En France, l'échec est patent. Toutes les politiques éducatives mises en place n'ont amené qu'à un recul de l'égalité des chances et un abaissement du niveau. Ce qui caractérise notre système aujourd'hui est un taux d'échec record à l'école, puis à l'université.

Les qualifications obtenues comparées aux emplois disponibles sont largement améliorables.

Le taux d'emploi des 15-24 ans est très faible (28 % en France), comparé à celui de nos voisins européens (45 % en Allemagne et 50 % dans les pays nordiques).

Nous souffrons en France d'un excès d'idéologie et d'un manque de pragmatisme et d'analyse de ce qui est efficace ailleurs.

Olivier Klein

Directeur Général de la BRED

Professeur d'Economie et Finance à HEC